Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Consulat Général de France à Jérusalem

******

Service de Presse
www.consulfrance-jerusalem.org

Communiqué de presse

07 juin 2016

Initiative pour la paix au Proche-Orient - Conférence de presse de M. Jean-Marc Ayrault, Ministre des Affaires étrangères et du développement international

(Paris, 03/06/2016)

Mesdames et Messieurs,

Ce matin, j'ai réuni 28 ministres et représentants d'organisations internationales avec un ordre du jour consacré au conflit israélo-palestinien.

La France travaille à cette conférence depuis déjà plusieurs mois.

Je me suis rendu en Israël et en Palestine. Mon envoyé spécial, Pierre Vimont, a également fait un travail très intense auprès de tous les partenaires mais aussi auprès des parties elles-mêmes.

C'est donc une large mobilisation qui s'est produite et qui montre une chose : alors que le Moyen-Orient est le théâtre de nombreux conflits, alors que le terrorisme menace les populations de la région, le conflit israélo-palestinien reste au cœur de nos préoccupations.

Plus que jamais, nous sommes mobilisés pour trouver une solution à ce conflit et redonner une chance à la paix.

La réunion a permis de revenir sur les différents efforts en cours.

Chacun a salué l'engagement du secrétaire d'État américain, John Kerry, qui a fait la navette des mois durant auprès des Israéliens et des Palestiniens, chacun a salué les efforts du Quartet qui doit publier son rapport très prochainement, mais aussi la disponibilité des grands partenaires arabes à travers l'initiative arabe de paix qui a été saluée par tous les participants.

Chacun en convient aussi : toute bonne volonté est bienvenue. C'est ce qui explique d'ailleurs le nombre de pays et organisations présents aujourd'hui. Nous aurions pu être plus nombreux aussi.

Nous avons donc passé en revue la situation et examiné ce qui pouvait être fait à partir de cette mobilisation internationale qui n'a cessé de progresser au fil de ces derniers mois de travail que je viens d'évoquer il y a quelques instants.

Un communiqué, adopté par tous les participants, sera d'ailleurs publié à la fin de cette conférence de presse.

Trois grands messages se dégagent des travaux d'aujourd'hui.

Le premier message, et c'était le constat dominant de tous les participants, c'est que la solution des deux États est en grave danger.

Nous approchons d'un point de non-retour au-delà duquel cette solution ne sera plus possible.

Il faut donc absolument tout faire pour préserver cette perspective, mais pour cela, il faut la réanimer avant qu'il ne soit trop tard.

Car oui, la perspective de voir deux États, israélien et palestinien, vivre côte à côte, en paix et en sécurité, s'éloigne chaque jour.

Elle s'éloigne avec la progression constante de la colonisation ; elle s'éloigne aussi dans les esprits et dans les cœurs, par la méfiance, par l'incitation à la violence et par le fanatisme.

Et chacun connaît les risques de cette impasse : il y a eu trois guerres en six ans à Gaza et aujourd'hui les violences sont quotidiennes.

Il est donc essentiel d'agir en urgence pour préserver la solution des deux États.

Les parties doivent démontrer leur attachement à cette solution. Elles doivent prendre toutes leurs responsabilités.

Le deuxième message de cette réunion, c'est qu'au vu de l'absence de toute négociation depuis des années, au vu de la distance croissante entre les parties, il est urgent de recréer les conditions, de recréer la confiance pour qu'Israéliens et Palestiniens se parlent à nouveau vraiment et reviennent à la table des négociations.

Soyons clairs : eux seuls pourront faire la paix, personne d'autre ne pourra la faire à leur place, mais nous pouvons les y aider.

Ni la France ni les autres participants à la réunion d'aujourd'hui n'ont pour objectif de se substituer aux parties et ne veulent prendre la place des négociations directes, d'imposer telle ou telle option.

Mais faire le vœu de négociations directes, le proclamer chaque jour, ne suffit pas : il faut aussi que ces négociations puissent se tenir.

Le troisième message, notre conclusion, c'est que justement nous pouvons, tous ensemble, y contribuer.

Nous pouvons proposer un cadre et des soutiens qui permettront, le moment venu, la tenue de négociations directes entre Israël et la Palestine.

J'ai donc proposé à tous nos partenaires de lancer un travail sur les incitations et les garanties qui pourront être présentées aux parties :

- en matière économique, où l'Union européenne, principal partenaire commercial d'Israël, a par exemple beaucoup à apporter ;

- en matière de coopération et de sécurité régionales, sujet sur lequel la Ligue arabe et les acteurs de la région sont très impliqués ;

- en matière de renforcement des capacités du futur État palestinien.

Voilà des thèmes essentiels sur lesquels nous pouvons travailler. Il ne s'agit pas de forcer les parties à négocier, mais nous ne sommes pas condamnés à ne rien faire. Nous ne sommes-pas condamnés à nous croiser les bras. Nous ne sommes pas condamnés à être des observateurs ou, simplement, à exprimer des regrets.

Nous ne voulons pas nous résigner à l'érosion de la solution des deux États. C'est pour cela que nous étions là ce matin. C'est pour cela que beaucoup ont voulu répondre présent, et d'autres étaient prêts à le faire aussi. Chacun mesure les conséquences gravissimes que cela aurait pour les populations et pour la région toute entière.

Aujourd'hui, nous disons le contraire de la résignation. Nous faisons le choix de combattre la méfiance, de combattre le fatalisme. Aujourd'hui, nous faisons le choix de faire à nouveau bouger les lignes. Aujourd'hui, nous faisons le choix de l'espoir là où il n'y a parfois que soupçon et dépit.

Nombre de nos partenaires sont prêts à contribuer à ce travail.

J'ai promis que ces travaux commenceraient avant la fin du mois.

Toutes les idées, toutes les volontés sont bienvenues.

Notre objectif est d'agréger les efforts des uns et des autres, d'aboutir à un paquet global d'incitations et de garanties, afin de le présenter aux Israéliens et aux Palestiniens lors d'une conférence internationale qui se tiendra d'ici la fin de l'année.

Nous avons longuement discuté du cadre dans lequel les négociations que nous espérons voir reprendre devraient avoir lieu. Pour la France, ce cadre est clair : ce sont les décisions qui ont été prises par la communauté internationale, c'est-à-dire les résolutions 242 et 338 et les autres résolutions pertinentes du conseil de sécurité, les principes de Madrid, l'initiative arabe de paix, et la feuille de route du Quartet. Il nous paraît également essentiel qu'il y ait un calendrier clair, car le temps joue contre nous et chaque jour perdu nous éloigne de la solution des deux États. Cette nécessité d'un cadre et d'un calendrier clairs, c'est un constat que beaucoup d'entre nous partagent, et certains l'ont porté avec vigueur ce matin.

D'ici la conférence internationale, nous allons poursuivre bien sûr nos consultations avec tous les partenaires, tous ceux qui sont intéressés, tous ceux qui sont présents et les autres aussi et, bien évidemment, avec les parties.

J'ai prévu de m'entretenir très rapidement avec le Premier ministre israélien et le président palestinien pour leur faire part du contenu de nos travaux, de nos conclusions et de notre souhait de travailler étroitement avec eux pour les prochaines étapes.

La France se propose de coordonner les efforts qui nous permettront de présenter aux parties une contribution collective de la communauté internationale pour la reprise des négociations.

Voilà, Mesdames et Messieurs, notre espoir ; notre objectif est que cette conférence puisse marquer un nouveau départ, un premier pas vers un dialogue renouvelé entre Israéliens et Palestiniens, la relance d'une dynamique de paix.

Aujourd'hui, nous étions 29 pays et organisations internationales. Nous avons fait le choix de tendre la main aux Israéliens, de tendre la main aux Palestiniens. Nous espérons qu'ils la saisiront. Nous ferons tout pour qu'ils la saisissent, car c'est la paix qui est en jeu, la paix pour eux, la paix pour nous.

S'il y a quelques questions, je suis prêt à y répondre.

Q - Dans le communiqué final que nous n'avons pas eu encore, y a-t-il une référence claire à l'arrêt de la colonisation israélienne ?

R - Oui, bien sûr, la colonisation a été évoquée.

Q - Les pays arabes, dont l'Arabie saoudite, sont-ils prêts à remettre sur la table l'initiative de paix de 2002 ?

R - Bien sûr, elle a été évoquée à travers beaucoup d'interventions. Je dirais presque, sans exagérer, que tous y font référence ; en tout cas, tous l'ont en tête. Elle était au cœur de nos échanges et j'ai d'ailleurs noté qu'elle avait été évoquée par le ministre israélien. Partout, il y a un petit espoir et il faut le chercher et l'encourager.

Q - Quelle est votre réaction concernant les déclarations israéliennes qui mettent en doute l'impartialité française, tout en brandissant le vote de la France en avril sur un texte qui appelle à la sauvegarde du patrimoine culturel palestinien à Jérusalem-est ?

R - En aucun cas nous ne voulons entrer dans des échanges qui pourraient conduire à des polémiques. Ce que nous voulons, c'est trouver le chemin qui nous conduira à la solution. La France, je l'ai dit, est totalement désintéressée et sincère dans cette démarche. La dernière réunion internationale a eu lieu il y a neuf ans. Il y a eu les tentatives sincères de John Kerry que j'ai saluées. Nous sommes dans une impasse. La France prend cette initiative, elle sait que c'est difficile, elle sait que cela peut soulever des interrogations, des désaccords de méthode, du scepticisme, certains doutaient même que cette réunion aurait lieu.

Elle a eu lieu, elle a lieu. C'est un fait politique, c'est une étape ; ce n'est pas la fin, c'est le

début. Je crois donc qu'il faut surtout regarder ce qui sera utile et se garder de tout le reste qui n'est pas nécessaire.

Q - La notion d'un calendrier est-elle bien évoquée dans cette décision finale ?

R - Elle est évoquée par moi puisque, je viens de vous le dire, le communiqué ne prend pas tous les aspects de nos travaux, mais les travaux, les échanges de ce matin, ont bien entendu évoqué la question du calendrier.

Q - Je voudrais poser cette question pertinente : dans l'hypothèse de l'aboutissement à une impasse, prévoyez-vous de reconnaître unilatéralement un État palestinien indépendant ?

R - Monsieur, la question que vous posez s'adresse à la France. Sur ce sujet, il y a eu beaucoup de mauvaises interprétations, du moins des interprétations erronées, non pertinentes si vous le permettez. La question n'est pas de savoir ce que pense la France elle-même, la question, c'est de savoir ce qui est utile pour relancer le processus de paix. La France ne répond pas à cette question comme une sorte de préalable, comme une condition ni comme je ne sais quoi. La France veut aider, par une initiative, à recréer un climat et un cadre favorable pour que ce qui est éteint depuis maintenant de nombreuses années, puisse renaître à nouveau : c'est-à-dire l'état d'esprit qui permettra de créer les conditions d'une négociation entre Israéliens et Palestiniens, pour que la perspective des deux États ne soit pas oubliée.

La seule réponse à votre question, c'est que cela soit porté par la communauté internationale. La France a travaillé essentiellement sur cet objectif depuis plusieurs mois - et c'était d'ailleurs au moment où j'ai pris mes fonctions.

La première étape était de tenir cette réunion, cette première étape est remplie et, pour le reste, je continue de me battre. La France continuera à se battre et elle n'est pas seule, c'est ce que cette réunion permet de constater. Je ne parie pas sur un échec, je parie pour que le bon sens et l'esprit de responsabilité l'emportent, c'est-à-dire celui qui nous conduira à la paix.

Q - Monsieur le Ministre, vous avez évoqué des garanties de sécurité, des garanties sur le plan régional, des incitations économiques etc. Pourriez-vous détailler un peu plus afin que l'on comprenne de quoi il s'agit réellement ? De plus, ces garanties sont-elles des préalables que vous offririez aux deux parties, ou ce sont des choses qui arriveraient après la conclusion de la paix ?

R - Non, c'est tout ce qui peut aider à reprendre les négociations dans un esprit de confiance. La question de la sécurité est essentielle pour les deux pays : pour Israël et le futur État palestinien. Nous allons donc travailler concrètement, avec des propositions. D'ailleurs, les pays de la région, je pense notamment à l'Égypte, sont prêts à jouer un rôle essentiel sur cette question.

Concernant la dimension économique du développement, j'ai mentionné dans mon propos, il y a quelques instants, que le partenaire essentiel d'Israël était l'Union européenne. Ce que nous voulons préparer, c'est que l'Union européenne fasse la même chose pour le futur État palestinien. Il faut donc y travailler maintenant. Ce sont des choses concrètes qui sont de nature à créer de la confiance, ce ne sont pas simplement des propos généraux.

Ce que nous voudrions faire dans les prochaines semaines, avec tous ceux qui sont volontaires

- et tous ceux qui étaient autour de la table le sont - c'est travailler thème par thème.

Sur le plan de la méthode, je vais donc écrire à chacun des participants pour leur expliquer comment nous allons avancer.

Q - Monsieur le Ministre, c'est la première fois qu'on entend parler, que l'on voit une corrélation entre le terrorisme et le problème israélo-palestinien, on a cité le président dans son allocution ce matin. Est-ce une nouvelle découverte ?

R - Ce n'est pas une nouvelle découverte. Ce que vous pouvez constater comme moi, c'est que le contexte ne cesse d'évoluer. Aujourd'hui, la situation sur le terrain, au Proche-Orient, en Israël et en Palestine, est dans un contexte historique qui s'est profondément dégradé. Il y a eu l'intervention en Irak et ses conséquences, la guerre en Syrie qui dure depuis cinq ans, qui fait des centaines de milliers de morts, qui provoque des réfugiés en masse, réfugiés qui d'ailleurs sont installés aux frontières, notamment au Liban, en Jordanie, en Turquie et aussi en Europe et dans d'autres pays de la région.

Et puis, il y a maintenant une menace qui concerne tout le monde, qui est Daech, qui est l'État islamique, qui s'ajoute à la menace d'al-Qaïda. Cette menace est réelle, dans la région d'abord, au Moyen-Orient, et elle a un impact sur toute la région. Elle a un impact évidemment sur l'Europe, elle n'a pas disparu. Même lorsque l'on fait reculer l'État islamique, que l'on fait reculer Daech, il peut se redéployer, y compris en Libye, y compris en Europe, en organisant des attentats.

Daech mène aussi une action de propagande qui, aujourd'hui, se déploie dans les Territoires palestiniens, dans les camps palestiniens, vous le savez.

Cela, c'est un contexte extrêmement dangereux pour tout le monde. Donc chacun l'a en tête, chacun sait où est la menace et je pense que cela a contribué aussi à la prise de conscience qu'une initiative politique de reprise de pourparlers de paix pour relancer la perspective, qui redonnerait de l'espoir, de deux États. Eh bien je crois que ce contexte a énormément joué parce que chacun mesure la gravité de la situation.

On ne peut pas laisser les choses en l'état. On ne peut pas les laisser se dégrader encore davantage. Il fallait un sursaut, il fallait une initiative. Maintenant, je dirais que les difficultés sont encore devant nous. Je ne les sous-estime pas mais cette étape est une étape positive et je m'en félicite. Je remercie tous ceux qui, quelle que soit leur approche, quelle que soit leur histoire, quelles que soient leurs sensibilités à cette difficile question, ont décidé de venir ; c'est cela qui est important.

Le message que nous adressons, celui de la communauté internationale, c'est un message de mobilisation que nous adressons à tout le Moyen-Orient, mais que nous adressons aussi au peuple israélien et au peuple palestinien.

Donc maintenant ce message, c'est aussi un devoir ; il nous oblige et nous allons essayer de continuer à travailler avec un esprit de responsabilité et de détermination. Je suis convaincu que cette étape sera utile pour la suite.

Merci beaucoup, Mesdames et Messieurs./.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

القنصلية الفرنسية العامة في القدس

******

قسم الصحافة

www.consulfrance-jerusalem.org

بيان صحافي

مبادرة السلام في الشرق الأدنى – مؤتمر صحفي لوزير الخارجيّة والتنمية الدوليّة، السيّد جان مارك إيرولت (باريس، 2016/6/3)

سيّداتي سادتي،

اجتمعت هذا الصباح مع 28 وزيرا وممثلا عن منظمات دوليّة مع جدول أعمال مكرّس للصراع الإسرائيلي الفلسطيني.
تعمل فرنسا على هذا المؤتمر منذ شهور عديدة.

لقد زرت إسرائيل وفلسطين. وقام أيضا مبعوثي الخاص، بيير فيمونت، بعمل مكثّف جدا مع كافة الشركاء ومع طرفي الصراع نفسهما.

لقد قمنا بحراك واسع يدلل على أنّه في الوقت الذي بات فيه الشرق الأوسط مسرحا لصراعات كثيرة، وفي الوقت الذي يهدد فيه الإرهاب سكّان المنطقة، يظلّ الصراع الإسرائيلي الفلسطيني في قلب اهتماماتنا.

وأكثر من أي وقت مضى، نتحرك في سبيل إيجاد حلّ لهذا الصراع ولإعطاء فرصة جديدة للسلام.
وأتاح هذا الاجتماع مراجعة كافة الجهود الجارية.

ورحب الجميع بالتزام وزير الخارجيّة الأمريكي، جون كيري، الذي أجرى جولة مكوكيّة خلال أشهر مع الإسرائيليين والفلسطينيين، وأشاد الجميع بجهود الرباعيّة الدوليّة التي ينبغي أن تنشر تقريرها قريبا، وأيضا بحضور شركاء عرب كبار من خلال مبادرة السلام العربيّة التي أشاد بها كافة المشاركين.

ويتفق الجميع على أن كل نيّة حسنة مرحب بها. ويتجلّى هذا في عدد البلدان والمنظمات الحاضرة اليوم. وكان بإمكاننا أن نكون أكثر عددا.

حيث قمنا باستعراض الوضع وبحث ما يمكن فعله انطلاقا من هذا الحراك الدولي الذي لم يفتأ يتقدّم طوال الأشهر الأخيرة من العمل الذي تطرّقت إليه للتوّ.

وسينشر بيان اعتمده جميع المشاركين، في نهاية هذا المؤتمر الصحفي.

وتمخّضت ثلاثة رسائل كبيرة عن أعمال اليوم.

الرسالة الأولى تتمثّل في أن الرؤية المهيمنة لدى كافة الأطراف هي أن حلّ الدولتين في خطر ماحق.

فنحن نقترب من نقطة اللاعودة، والتي سيمسي بعدها هذا الحلّ مستحيلا.

لذلك لا بدّ من فعل كل ما يلزم من أجل الحفاظ على هذا المنظور، وبغية تحقيقه، لا بدّ من إعادة تحريكه قبل فوات الأوان.

حيث أن منظور حلّ الدولتين، إسرائيليّة وفلسطينيّة، تعيشان جنب إلى جنب، في سلام وأمن، يبتعد يوما بعد يوم.

يبتعد مع تقدّم ثابت للاستيطان، ويبتعد أيضا في الأذهان والقلوب، من خلال عدم الثقة، والتحريض على العنف، والتعصّب.

ويعلم الجميع أخطار هذا المأزق، فقد اندلعت ثلاثة حروب في ستّ سنوات في غزة، وتسيطر أعمال العنف على المشهد اليومي.

فمن الضروريّ التحرّك العاجل لحفظ حلّ الدولتين.

ولا بدّ من أن يظهر طرفا الصراع تمسكّهما بهذا الحلّ. فينبغي عليهما تحمّل كافة مسؤوليّاتهما.

والرسالة الثانية لهذا الاجتماع، هي أنه بفعل غياب أية مفاوضات منذ سنوات، وبفعل المسافة المتزايدة بين الطرفين، من الملحّ إعادة تهيئة الظروف، وإستعادة الثقة حتى يتحاور الإسرائيليّون والفلسطينيّون من جديد وبشكل فعليّ ويعودوا إلى طاولة المفاوضات.

لنكن صريحين، هم فقط من يمكنهم صنع السلام، ولا يمكن لأحد أن يصنعه مكانهم، لكن بإمكاننا مساعدتهم في هذا الأمر. لا فرنسا ولا أي مشارك آخر في هذا الاجتماع اليوم، يرمي إلى أن يحلّ محلّ الطرفين أو يرغب في أخذ مكان المفاوضات المباشرة، أو يفرض هذا الرأي أو ذاك.

لكن إظهار الرغبة بالمفاوضات المباشرة، والمطالبة بها كل يوم، لا يكفي، فلا بدّ من عقد هذه المفاوضات.

الرسالة الثالثة، وهي خلاصتنا، تتمثل في أنّه بإمكاننا، جميعا، المساهمة في هذا الأمر.

يمكننا اقتراح إطار وأشكال دعم تمكّن، في الفترة القادمة، من عقد مفاوضات مباشرة بين إسرائيل وفلسطين.

ولهذا اقترحت على شركائنا الشروع في العمل على الحوافز والضمانات التي قد يتم عرضها على الطرفين :

- **فيما يتعلّق بالاقتصاد، حيث بإمكان الاتّحاد الأوروبيّ، الشريك التجاري الرئيس لإسرائيل، تقديم الكثير على سبيل المثال.**
- **فيما يتعلّق بالتعاون والأمن الإقليمي، وهو موضوع تنخرط فيه بشدة الجامعة العربيّة واللاعبون الإقليميّون.**
- **فيما يتعلّق بتعزيز قدرات الدولة الفلسطينيّة المستقبليّة.**

بين أيديكم المواضيع الأساسيّة التي يمكننا العمل عليها. وليس المقصود إجبار الطرفين على التفاوض، لكن ليس محكوم علينا بالّا نفعل شيئا. وليس محكوم علينا بأن نظلّ مكتوفي الأيدي. وليس محكوم علينا بأن نظل مراقبين، أو بكلّ بساطة، أن نظلّ نعبّرعن ندمنا.

لا نريد أن نستسلم لتآكل حلّ الدولتين. ولهذا السبب كنّا هنا هذا الصباح. ولهذا رغب الكثير بالاستجابة للحضور هنا، وآخرون كانوا مستعدين لهذا الأمر أيضا. ويعي الجميع النتائج الجمّة التي قد يحملها هذا الأمر إلى سكان المنطقة برمّتها.

وما نقوله، اليوم، هو النقيض للاستسلام. فقد اتّخذنا خيار محاربة انعدام الثقة، ومحاربة القدريّة. فاليوم، نختار أن نحرّك الخطوط العريضة من جديد. ونختار اليوم الأمل حيث لا يوجد في بعض الأحيان سوى الشكّ والغضب.

والكثير من شركائنا مستعدّون للمساهمة في هذا العمل.

وقد وعدت بأن تبدأ هذه الأعمال قبل نهاية الشهر.

كافّة الأفكار، وكافة التوصيات مرحّب بها.

هدفنا هو تضافر جهود الجميع، وتحقيق رزمة شاملة من الحوافز والضمانات، لعرضها على الإسرائيليين والفلسطينيين خلال مؤتمر دوليّ سينعقد قبل نهاية العام.

لقد ناقشنا مطوّلا الإطار الذي نأمل أن يتم خلاله استئناف المفاوضات. وبالنسبة إلى فرنسا، هذا الإطار واضح ويتمثّل في القرارات التي اتّخذها المجتمع الدوليّ، أي القرار 242 والقرار 338 والقرارات الأخرى لمجلس الأمن، واتّفاق مدريد، ومبادرة السلام العربيّة، وخارطة الطريق للرباعيّة الدوليّة. ويظهر لنا من الضروريّ أن يكون هناك جدول زمني واضح، لأن الوقت ليس في مصلحتنا وكلّ يوم نضيعه يبعدنا عن حلّ الدولتين. وهذه الضرورة لإيجاد إطار وجدول زمنيّ واضح، تشكّل رؤية يتشاطرها الكثير منّا، وأصرّ عليها البعض بشدّة هذا الصباح.

ومن هنا وحتى انعقاد المؤتمر الدوليّ، سنواصل بكلّ تأكيد مشاوراتنا مع كافّة الشركاء، ومع كلّ المعنيين، ومع كافة الحاضرين والآخرين، وبالتأكيد مع طرفي الصراع.

وقد خططت لأن ألتقي سريعا جدا برئيس الوزراء الإسرائيليّ والرئيس الفلسطيني لأبلغهم بمضمون أعمالنا، وباستنتاجاتنا، وبرغبتنا بالعمل عن كثب معهم في الخطوات القادمة.

وتقترح فرنسا تنسيق الجهود التي ستمكننا من أن نعرض على الطرفين مساهمة جماعيّة للمجتمع الدولي لاستئناف المفاوضات.

سيداتي سادتي، هاكم أملنا، وهدفنا هو أن يتمكّن هذا المؤتمر من إحداث انطلاقة جديدة، وخطوة أولى نحو حوار جديد بين الإسرائيليين والفلسطينيين، وإطلاق ديناميّة للسلام.

كنّا اليوم تسعة وعشرين بلدا ومنظّمة دوليّة. وقد اخترنا أن نمدّ يدنا إلى الإسرائيليين والفلسطينيين، آملين بأن يمسكوها. وسنفعل كلّ شيء حتى يمسكوها، لأنّ السلام على المحكّ، وسلامهم هو سلامنا.

في حال لديكم بعض الأسئلة، أنا حاضر للإجابة عليها.

<u>س- في البيان الختامي الذي لم نحصل عليه بعد، هل هناك إشارة واضحة لوقف الاستيطان الإسرائيليّ ؟</u>

ج- نعم، بالتأكيد، الاستيطان تمّ مناقشته.

<u>س- هل الدول العربيّة، ومن بينها السعوديّة، حاضرة لأن تضع مبادرة السلام لعام 2002 على الطاولة من جديد ؟</u>

ج- بالتأكيد، لقد تم الحديث عنها في الكثير من المداخلات. وأقول، وبدون مبالغة، بأن الجميع تقريبا أشاروا إليها، وفي جميع الأحوال، هي حاضرة في أذهان الجميع. فقد كانت في قلب حواراتنا وأشرت أيضا إلى أن الوزير الإسرائيلي تطرّق إليها. وفي كلّ مكان، هناك بصيص أمل ينبغي علينا أن نسعى إليه وأن ندعمه.

<u>س- ما هو ردّ فعلكم بشأن التصريحات الإسرائيليّة التي تشكك بنزاهة فرنسا، من خلال التلويح بتصويت فرنسا في نيسان/ أبريل على نص يدعو إلى الحفاظ على التراث الثقافي الفلسطينيّ في القدس الشرقيّة ؟</u>

ج- لا نريد في أيّة حال من الأحوال الدخول في حوارات قد تقود إلى جدالات. وما نريده هو إيجاد طريق يقود إلى الحلّ. وقد قلت بأنّ فرنسا ليس لديها مصلحة خاصة وهي صادقة في هذا النهج. وقد عقد المؤتمر الدولي الأخير قبل تسع

سنوات، وكانت هناك محاولات صادقة لجون كيري والتي أشدت بها. ونحن الآن في مأزق. وتأخذ فرنسا هذه المبادرة مدركة صعوبتها، وبأن هذا الأمر قد يثير تساؤلات، واختلافات حول المنهجيّة، وبعض الشكوك، حتى أن البعض كان يشكّ بأن هذا الاجتماع سينعقد.

لقد انعقد ولا زال منعقدا. هذه حقيقة سياسيّة، وهذه مرحلة، وليست النهاية، إنها البداية. وأعتقد بأنه ينبغي النظر إلى ما سيكون له أهميّة والابتعاد عن كلّ ما ليس له ضرورة.

س- هل تم التطرّق إلى الجدول الزمني في القرار النهائي ؟

ج- لقد تطرّقت إليه بنفسي، لأن البيان، كما قلت لكم للتوّ، لا يتناول كافّة جوانب أعمالنا، لكن أعمال وحوارات هذا الصباح قد تطرّقت إلى مسألة الجدول الزمني.

س- أودّ أن أطرح سؤال ذا صلة : إذا افترضنا الوصول إلى طريق مسدود، هل تنوون في هذه الحال الاعتراف الأحادي بدولة فلسطينيّة مستقلّة ؟

ج- سيدي، إن السؤال الذي طرحته موجّه إلى فرنسا. وبهذا الشأن، كان هناك الكثير من التفسيرات السيّئة، أقل ما يقال عنها أنها تفسيرات مغلوطة، وليست ذات صلة لو سمحتم لي. فالمسألة ليست في معرفة ما تفكر فيه فرنسا نفسها، لكن المسألة هي معرفة ما هو مفيد لإنعاش عمليّة السلام. ولن تجيب فرنسا على هذا السؤال بشكل مسبق، كشرط أو أيّا كان. ففرنسا تريد أن تساعد، من خلال مبادرة، في إعادة خلق مناخ وإطار ملائم يمكّن ما انقرض منذ سنوات عديدة أن يولد من جديد، وأعني الذهنية التي ستمكّن من خلق ظروف تفاوض بين الإسرائيليين والفلسطينيين، حتى لا يُنسى حلّ الدولتين.

الجواب الوحيد على سؤالكم، هو أن هذا الأمر سيتحمّله المجتمع الدوليّ. لقد عملت فرنسا بشكل أساسيّ على هذا الهدف منذ شهور عديدة، وأيضا منذ اللحظة التي باشرت فيها مهامّي.

وتمثّلت الخطوة الأولى في عقد هذا الاجتماع، وقد تمّت هذه الخطوة، وسأواصل القتال من أجل ما تبقّى. وستواصل فرنسا القتال ولكنها ليست وحدها، وهذا ما خلص إليه هذا الاجتماع. ولا أراهن على الفشل، بل أراهن على أن المسار السليم وحسّ المسؤوليّة تحملان ما سيقودنا نحو السلام.

س- السيّد الوزير، لقد تحدثتم عن ضمانات أمنيّة، وضمانات على المستوى الإقليمي، وحوافز اقتصاديّة وما إلى ذلك. هل بإمكانكم أن تفصّلوا قليلا حتى نفهم عمّا تدور في الحقيقة ؟ وهل تقدّمون هذه الضمانات بشكل مسبق للطرفين، أم أنّها أمور يتم تحقيقها بعد التوصّل إلى السلام ؟

ج – لا، هي كل ما يمكن أن يساعد على استئناف المفاوضات بروح من الثقة. وقضية الأمن هي قضية جوهريّة للبلدين، لإسرائيل وللدولة الفلسطينيّة المستقبليّة. لذا سنعمل بشكل ملموس بوجود اقتراحات. ودول المنطقة، وأخص بالذكر مصر، مستعدّة لأن تلعب دورا جوهريا في هذه المسألة.

وبخصوص البعد الاقتصادي للتنمية، فقد ذكرت قبل قليل بأن الشريك الأساسي لإسرائيل هو الاتّحاد الأوروبيّ. وما نريد أن نحضّر له هو أن يقوم الاتّحاد الأوروبيّ بفعل الشيء ذاته للدولة الفلسطينيّة المستقبليّة. فينبغي العمل على ذلك من الآن. فهي أمور ملموسة ترمي إلى خلق الثّقة، وليست أحاديث عامّة.

وما نودّ فعله في الأسابيع القادمة، مع كافة الراغبين، ومع كل الذين اجتمعوا حول الطاولة، أن نعمل على المواضيع كلّ على حدى.
وعلى مستوى المنهجيّة، سوف أكتب لكل المشاركين موضّحا لهم الكيفيّة التي سنتقدم بها.

س- السيّد الوزير، هذه المرة الأولى التي نسمع ونرى فيها ربطا بين الإرهاب والمشكلة الإسرائيليّة الفلسطينيّة، وهو ما ذكره الرئيس في كلمته هذا الصباح. هل هذا اكتشاف جديد ؟

ج- هذا ليس اكتشافا جديدا. يمكنكم ويمكننا أن نرى بأن السياق في تطوّر مستمر. فالوضع الميداني هذه الأيام، في الشرق الأدنى، وفي إسرائيل وفي فلسطين، هو في سياق تاريخيّ متدهور بشكل عميق. وكان هناك التدخل في العراق ونتائجه، والحرب في سوريا المستمرة منذ خمس سنوات والتي خلّفت مئات الآلاف من القتلى، وموجات لجوء جماعيّة، يستقرّ فيها اللاجئون على الحدود، لا سيّما في لبنان والأردن وتركيا وأيضا في أوروبا وفي دول أخرى في المنطقة.

وأيضا، هناك الان تهديد يخص الجميع، وهو داعش، الدولة الإسلاميّة، التي تضاف إلى تهديد القاعدة. وهذا تهديد حقيقيّ، في المنطقة بداية، وفي الشرق الأوسط، وله آثاره على المنطقة برمّتها. وبالتأكيد له آثار على أوروبا أيضا، فهو لم يختف. فحتى عندما نجبر الدولة الإسلاميّة، داعش، على التراجع، فبإمكانها أن تعيد انتشارها، بما في ذلك في ليبيا، وفي أوروبا، من خلال تنفيذ الهجمات.

ويقوم داعش أيضا بنشاطات ترويجيّة، والتي تنتشر هذه الأيام في الأراضي الفلسطينيّة، في المخيّمات الفلسطينيّة، كما تعلمون.

فهذا سياق شديد الخطورة على الجميع. وهو في ذهن الجميع، والجميع يعلم أين يكمن التهديد وأعتقد بأنّ هذا الأمر ساهم أيضا في اتّخاذ مبادرة سياسيّة لاستئناف محادثات السلام من أجل إنعاش منظور حلّ الدولتين الذي سيعيد الأمل. فأعتقد بأن هذا السياق قد لعب دورا حيث أن الجميع يقدّرون خطورة الوضع.

لا يمكن ترك الأمور على حالها. ولا يمكن السماح لها بمزيد من التدهور. فكان لا بدّ من قفزة، كان لا بدّ من مبادرة. والأن، أقول بأن الصعوبات ما زالت أمامنا. ولا أقلل من شأنها، لكن هذه الخطوة إيجابيّة وأرحّب بها. وأشكر كل من قرّر المجيء، أيّا كانت مقاربته، وأيّا كان تاريخه، وأيا كانت حساسيّاته إزاء هذه المسألة الصعبة، فالحضور هو المهم.
والرسالة التي نحملها، هي رسالة المجتمع الدولي، رسالة للتحرّك نوجهها لكافة بلدان الشرق الأوسط، كما نوجهها للشعبين الإسرائيليّ والفلسطينيّ.

وهذه الرسالة الآن، هي واجب، حيث تجبرنا على مواصلة العمل، وسنحاول ذلك، بحسّ المسؤوليّة والعزم. وأنا على قناعة بأن هذه الخطوة ستكون مفيدة لما بعد.

شكرا لكم، سيداتي سادتي.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Consulat Général de France à Jérusalem

******

Service de Presse
www.consulfrance-jerusalem.org

Press Release

June 7th , 2016

Middle East peace initiative - Press conference of Mr Jean-Marc Ayrault, Minister of Foreign Affairs and International Development (Paris, June 3rd 2016)

Ladies and Gentlemen,

This morning, I gathered 28 Ministers and representatives of International organizations around an agenda dedicated to the Israeli-Palestinian conflict.

France has been working on this conference for several months.

I have been to Israel and Palestine. My special envoy, Pierre Vimont, has also done a very intense work towards all the partners but also the parties themselves.

A large mobilization happened and it shows one thing: as the Middle East is an arena of many conflicts, as terrorism threatens populations in the region, the Israeli-Palestinian conflict remains at the heart of our concerns.

More than ever, we will mobilize the international community to find a solution to this conflict and give peace another chance.

The meeting was an occasion to recall different ongoing efforts.

Everyone commended the involvement of US Secretary of State John Kerry, who has been mediating for months between Israelis and Palestinians. Everyone commended the efforts of the Quartet, which should publish its report very soon, but also the availability of the

important Arab partners through the Arab peace initiative, which was praised by all the participants.

Everyone admits so: any goodwill is welcome. This is the reason why so many countries and organizations are present today. We could have been even more numerous.
We reviewed the situation and explored what could be carried out from this international mobilization which kept growing month after month, thanks to the work I just alluded to.

A press release endorsed by all participants will be published at the end of this press conference.

Three key messages emerge from today's work:

The first message, and it was the main observation from all participants, is that the two-States solution is in grave danger.

We are approaching a point of no-return beyond which this solution will not be possible anymore.

Therefore we must do everything in order to preserve this perspective, but to do so, we must revive it before it is too late.

Indeed, the perspective of two States, of Israeli and Palestinian living side-by-side in peace and security is getting further every day.

It is getting further because of the constant development of settlement activity; it is also getting further in the mind and hearts, because of mistrust, of incitement to violence and of fanaticism.

Everyone knows the risks which come with this deadlock: There have been three wars in six years in Gaza and today, violence is a daily phenomenon.

Therefore, it is vital to move urgently in order to preserve the two-States solution.

Parties must prove their commitment to this solution. They must take all their responsibilities.

The second message of this meeting, is that given the absence of any negotiation for years, given the increasing distance between the parties, it is urgent to recreate the conditions, to rebuild trust so that Israeli and Palestinians can truly resume talking and come back to the table of negotiations.

Let us be clear: they are the only ones who can make peace, no one else can do it in their stead, but we can help them to do so.

Neither France nor any other participant at today's meeting aims at replacing the parties and to avoid direct negotiations, or to impose this or that solution.

But wishing for direct negotiations, claiming it every day is not enough: those negotiations have to be held.

The third message, our conclusion is that we can actually, all together, contribute to this outcome.

We can suggest a framework and a collective support which will allow, when the day comes, to hold direct negotiations between Israel and Palestine.

Therefore, I asked all the participants to start working on incentives and guarantees which could be submitted to the parties:

- In the economic field, where the European Union, which is Israel's main commercial partner, has a lot to offer ;

- On cooperation and regional security matters, on which the Arab League and regional actors are very involved ;

- On reinforcing the capacity of the future Palestinian State.

Here are essential topics we have to work on. It is not about forcing the parties to negotiate but we are not doomed to do nothing. We are not doomed to stay hand-crossed. We are not doomed to be observers or to simply express regrets.

We do not want to resign to the erosion of the two-States solution. This is the reason why we were there this morning. This is the reason why many wanted to be present, and others were ready to do so. Each one evaluates the very grave consequences that it could have on populations and for the whole region.

Today we express the opposite of resignation. We choose to fight defiance, fight fatalism. Today we choose to make the lines move again. Today we choose hope where there is sometimes only suspicion and resentment.

Many of our partners are ready to contribute to this work.

I promised that this work will begin before the end of this month.

Any idea, any goodwill is welcome.

Our goal is to bring the efforts together, in order to end up with a global package of incentives and guarantees, and to submit it to Israelis and Palestinians during the international conference which will be held before the end of the year.

We discussed at length the framework in which should be held the negotiations we are hoping for. For France, this framework is clear: it consists in the decisions taken by the international community, which are resolutions 242 and 338 and other relevant resolutions of the Security Council, the Madrid principles, the Arab Peace initiative, and the Quartet's Roadmap. It also appears essential to us to have a clear timeframe, because time runs against us and every day lost moves us away from the two-States solution. The necessity to define a clear framework and timeframe is an observation shared by many of us, and it was strongly backed by some of us this morning.

Before the international conference, we will of course continue our consultations with all the partners, all those interested, all those present, the others as well and obviously, with the parties.

I planned on discussing very quickly with the Israeli Prime Minister and the Palestinian President in order to explain to them the content of our works, our conclusions, and our willingness to work closely with them in the next steps.

France proposes to coordinate the efforts which will allow presenting to the parties a collective contribution from the international community, in order to resume negotiations.

Here is, ladies and gentlemen, our hope; our goal is that this conference can be a new start, a first step toward a renewed dialog between Israelis and Palestinians, the restart of a peace dynamic.

Today we were 29 countries and international organizations. We made the choice to extend our hand to Israelis, to extend our hand to Palestinians. We hope they will grasp this hand. We will do everything to help them grasping our hand, because peace is at stakes, peace for them and peace for us.

If there are questions, I am ready to answer them.

Q – In the final press release that we do not have yet, is there a clear reference to the cessation of Israeli settlement activity?

R – Yes of course, settlement activity has been discussed.

Q – Are Arab countries - among them Saudi Arabia - ready to put the 2002 Arab Peace initiative back on the table?

Of course, it has been discussed through many interventions. I would almost say, without exaggeration, that every participant makes refers to it; in any case, everyone bears it in mind. It was at the heart of our discussions and I actually noted that the Israeli Minister alluded to it. Everywhere there is a little hope, we must find it and encourage it.

Q – What is your reaction regarding the Israeli statements that question French impartiality, while referring to France's vote in April on a text that calls on saving Palestinian cultural heritage in East-Jerusalem?

R – We do not want, in any circumstances, to enter into discussions that could lead to polemics. What we want is to find the way which will lead us to the solution. France, as I already said, is completely disinterested and sincere in its demarche. The last international meeting on this issue was held nine years ago. Meanwhile, there have been John Kerry's sincere attempts, which I commended. We are in a deadlock. France takes this initiative; we know that it is difficult. France knows that it can raise interrogations, disagreements on the methodology, skepticism; some even doubted that this meeting would be held.

It was held, it is held. It is a political fact, a step; it is not the end, it is the beginning. Therefore I believe that we must look at what will be useful and refrain from anything that is not necessary.

Q – Is the notion of timeframe raised in the final decision?

R – It is raised by me because, as I told you, the press release does not incorporate all aspects of our work, but this work, today's discussions have of course raised the notion of timeframe.

Q – I would like to raise an important question: in case all this leads to a deadlock, do you plan to unilaterally recognize an independent Palestinian State?

R – Sir, the question you asked is addressed to France. On this topic, there have been a lot of bad interpretations, at least false interpretations, irrelevant, if I may. What France thinks on the matter is not the point. The point is to know what is useful to restart the peace process. France does not answer this question as a kind of a prerequisite, as a condition or as anything else. France wants to help, by an initiative, to recreate a favorable atmosphere and a framework to revive what has been shut down for many years now: this is the spirit that will allow us to create the conditions of negotiation between Israelis and Palestinians so the perspective of the two States is not forgotten.

The only answer to your question is that we need the backing of the international community. France has essentially worked on this goal for several months – actually from the moment I came to office.

The first stage was to hold this meeting. This stage is completed and for the following steps, I will keep on fighting. France will keep on fighting and it is not the only country which will do so. This is what this meeting allows us to observe. I do not bet on a failure. I bet that common sense and the spirit of responsibility will win, and will lead us to peace.

Q – Mister Minister, you alluded to security guarantees, guarantees in the region, economic incentives, etc. Could you give us details so we can understand what this is really about? Furthermore, are those guarantees prerequisites you would offer to both parties or would they come after a peace agreement?

R – No, these are things that can help resume the negotiations in a spirit of confidence. The question of security is essential for both countries: for Israel and for the future Palestinian State. So we will work concretely, and make propositions. Besides, countries of the region are ready to play a central role in this matter.
Regarding the economic dimension of development, I mentioned in my statement that the first partner of Israel is the European Union. We want to prepare the European Union to do the same for the future Palestinian State. Therefore, we must work on it now. These are concrete things that can build trust; it is not mere general statements.
What we want to do in the coming weeks, with all those who are willful – and all those who were and are around the table – is to work topic by topic.
On the methodology, I will write to every participant to explain how we will move ahead.

Q – Mister Minister, it is the first time that we hear about a clear correlation between terrorism and the Israeli-Palestinian problem. We quote the President in his statement this morning. Is it a new discovery?

It is not a new discovery. What you can observe, as I do, is that the context does not stop evolving. Today, the situation on the ground in the Middle East, in Israel and in Palestine, is

in a historic context which deeply deteriorated. There was the intervention in Iraq and its consequences, the war in Syria which has been going on for five years and killed thousands of people, caused refugees in massive proportions, refugees who established at the borders, notably in Lebanon, Jordan, Turkey but also in Europe and other countries of the region.

And then, there is a threat that is directed to everyone which is Daesh, the Islamic state and which comes in addition to Al-Qaeda. This threat is real, in the region first, in the Middle-East, and has an impact on the entire region. It has an obvious impact on Europe, it did not disappear. Even when we push back the Islamic state, when we push back Daesh, it can spread again, including in Libya, in Europe, and plan new attacks.

Daesh also uses propaganda action which spreads today in the Palestinian territories, in the Palestinian camps, you know this.

This is an extremely dangerous context for everyone. Therefore, everyone bears it in mind. Everyone knows where the threat is and I think that this has contributed to awareness regarding a political initiative aimed at resuming peace negotiations in order to restore a perspective which would give hope for two States. Well, I think that this context really played a role because everyone evaluates the seriousness of the situation.

We cannot let things the way they are. We cannot let them deteriorate even more. There had to be an impulsion, an initiative. Now I would say that the difficulties are yet to come. I do not underestimate them but this step is a positive one and I commend it. I thank all those, whatever their approach is, whatever their story, whatever their sensitivities towards this difficult question, who decided to come; this is important.

Our message, the international community's message, is a message of mobilization directed at all the Middle-East, but which we send in particular to the Israeli people and to the Palestinian people.

Now, this message is also a duty; it compels us and we will try to keep on working with a spirit of responsibility and determination. I am convinced that this step will prove useful afterwards.

Thank you very much, ladies and gentlemen.